

**CHAMBRE DES FONCTIONNAIRES  
ET EMPLOYÉS PUBLICS  
LUXEMBOURG**

---

**A v i s**

sur le projet de loi portant institution de  
receveurs régionaux communaux

---

A la demande de Monsieur le Ministre de l'Intérieur, la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics a l'honneur d'émettre son avis sur le projet de loi spécifié à l'intitulé.

Ce projet définitif diffère en trois points capitaux de l'avant-projet que la Chambre a avisé le 13 février 1967:

1. L'avant-projet proposait de donner aux receveurs régionaux le statut de fonctionnaires de l'Etat à nommer par le Grand-Duc.

Le projet définitif leur confère le statut de fonctionnaires communaux. Ils seront nommés par les conseils communaux des communes intéressées. En cas de désaccord des conseils communaux, la nomination appartiendra cependant au Ministre de l'Intérieur.

2. L'avant-projet prévoyait une carrière développée entre les grades 9 et 12 du barème des traitements; le projet définitif fixe la carrière entre les grades 8 et 11.

3. Les dispositions de l'avant-projet ne touchaient pas aux droits acquis des receveurs communaux occupés partiellement dans les communes de moins de 2.000 habitants, tandis que l'article 16 du projet définitif stipule que ces fonctionnaires seront mis à la retraite d'office s'ils n'ont pas été nommés à d'autres fonctions du secteur public dans les cinq années qui suivront l'entrée en vigueur de la loi. Une disposition transitoire permettra la nomination d'un certain nombre d'entre eux aux fonctions de receveur régional dans une carrière spéciale qui se développe entre les grades 5 et 8.

Se basant sur l'affirmation du Ministre de l'Intérieur que l'avant-projet et les avis afférents des organismes consultés seront transmis conjointement avec le projet définitif aux instances législatives, la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics voudrait limiter le présent avis aux articles du projet qui concernent les dispositions nouvelles relevées ci-dessus; elle ne reviendra donc plus sur les textes repris sans modification de l'avant-projet.

## EXAMEN DES ARTICLES

### Article 1er

La Chambre n'a pas d'objection à formuler quant au fond de cet article.

Quant au texte du 2e alinéa, la Chambre voudrait relever qu'il n'existe pas de "recensement annuel" de la population. A moins que le Gouvernement n'ait l'intention d'en instituer un, il serait prudent d'employer la désignation exacte, soit du "relèvement des personnes et des exploitations" auquel l'Administration des Contributions procède annuellement, soit du "Mouvement de la Population" que le STATEC fait établir par les administrations communales à la fin de chaque année.

Dans ce contexte, la Chambre se demande s'il n'y a pas lieu de modifier prochainement l'article 1er, alinéa 2, de la loi du 28 juillet 1954 (\*) en y remplaçant le recensement général par le relèvement annuel des personnes et des exploitations. En effet, d'après les dispositions actuelles de cet alinéa, les fonctionnaires communaux dont le grade est lié à la classe de population doivent attendre le résultat du prochain recensement décennal avant de pouvoir bénéficier du grade correspondant à la population de fait de leur commune.

Texte proposé pour l'article 1er du projet:

"Dans les communes dont la population de résidence habituelle est inférieure à trois mille habitants, les fonctions des receveurs communaux sont remplies par des receveurs régionaux.

"Les résultats du relèvement des personnes et des exploitations auquel l'Administration des Contributions procède annuellement servent de base à la répartition des communes en recettes régionales et en recettes communales."

---

(\*) Loi du 28 juillet 1954 portant revision générale des traitements et pensions des fonctionnaires et employés des communes, syndicats de communes et établissements publics placés sous la surveillance des communes et des syndicats de communes.

## Article 2

La Chambre aurait approuvé pleinement que les receveurs régionaux fussent des fonctionnaires de l'Etat nommés par le Grand-Duc.

Elle approuve également, quoique sous certaines réserves, la décision finale du Ministre de l'Intérieur qui, par respect à l'autonomie des communes, entend conférer aux receveurs régionaux le statut de fonctionnaires communaux.

La Chambre estime cependant que l'application des textes proposés à l'article 2 ne mènera pas à la situation théoriquement voulue. En effet, l'alinéa 1er stipule que les receveurs régionaux "sont nommés par les conseils communaux des communes intéressées ...". L'alinéa 3, par contre, dit que "les conseils communaux procéderont au choix d'un candidat unique un mois au plus tard après que la liste leur aura été soumise". Quel pouvoir les communes auront-elles donc, celui de nommer ou celui de choisir un candidat unique?

La nomination comporte, dans ce contexte, deux actions différentes:

- choisir un candidat parmi les aspirants;
- conférer, par un acte formel, la fonction vacante au candidat choisi.

Or, suivant les dispositions proposées à l'article 2, aucun des conseils communaux intéressés, pris isolément, ne pourra vraiment et au plein sens du mot "nommer" le receveur régional; chacun d'eux ne pourra qu'élire un candidat unique. La nomination de ce candidat ne sera acquise que si les autres conseils intéressés l'ont élu également.

Par contre, le pouvoir de nommer appartiendrait réellement aux conseils communaux intéressés si, pour la nomination du receveur régional, ces conseils se réunissaient en une séance spéciale commune. L'application des dispositions précises des articles 41 et ss. de la loi communale assurerait dans ce cas toujours l'élection d'un candidat unique et sa nomination à la fonction vacante par les administrateurs communaux réunis.

Les cas de désaccord et de refus prévus à l'article 2, alinéa 4, du projet ne pourraient pas se produire et l'intervention du Ministre se limiterait à l'approbation de la décision commune des conseils communaux intéressés.

Pour éviter toute difficulté d'ordre pratique, il serait indiqué de faire convoquer et présider la séance commune par le commissaire de district.

Subsidiairement, pour le cas où le Gouvernement maintiendrait la forme de nomination proposée, la Chambre recommande d'inscrire à l'alinéa 4 des critères objectifs qui devraient guider le choix du Ministre de l'Intérieur, tels le nombre de suffrages recueillis par un candidat ou son classement à l'examen d'admissibilité.

Texte proposé pour l'article 2:

"Les receveurs régionaux sont des fonctionnaires communaux nommés par les conseils des communes intéressées sous l'approbation du Ministre de l'Intérieur.

(Alinéa 2: Texte du projet de loi.)

"Un mois au plus tard après que la liste leur aura été soumise, les conseils communaux intéressés, réunis en séance commune convoquée et présidée par le commissaire de district, procéderont à la nomination provisoire du receveur régional conformément aux articles 41, 42 et 43 de la loi du 24 février 1843 sur l'organisation des communes et des districts.

"La nomination définitive ultérieure est conférée dans les mêmes formes."

(L'alinéa 4 du projet est à supprimer.)

### Article 3

Comme il pourrait être indiqué d'accorder une réduction du stage à certaines catégories de fonctionnaires de l'Etat ou des communes nommés receveurs régionaux, la Chambre propose de ne pas inscrire une durée minimum du stage dans la loi, mais d'en fixer la durée par le règlement grand-ducal prévu à l'article 3.

De même, les receveurs régionaux issus des services financiers de l'Etat ou des communes devraient être dispensés de l'examen de promotion nouvellement prévu s'ils ont subi avec succès un examen assimilable.

D'autre part, le 2e alinéa ne prévoyant que des dispenses à accorder aux receveurs communaux en service au moment de l'entrée en vigueur de la loi, la Chambre propose d'insérer ce texte in fine de la loi, ensemble avec toutes les autres dispositions transitoires prévues. L'actuel alinéa 2 serait donc à supprimer de l'article 3.

Texte proposé:

"Les conditions générales de nomination . . . , la durée et l'organisation du stage, . . . sont fixées par règlement grand-ducal.

"Ce même règlement prévoira des dispenses des condi-

tions de stage et d'examen de promotion en faveur des receveurs régionaux issus des services financiers de l'Etat ou des communes et qui ont déjà subi avec succès dans leur ancienne fonction un examen assimilable à l'examen de promotion des receveurs régionaux."

Articles 4 à 8

Pas d'observation.

Article 9

Tout en restant bien consciente que cette innovation aura des répercussions tant dans le secteur communal que dans le secteur des fonctionnaires de l'Etat, la Chambre renvoie aux observations qu'elle a faites au sujet de l'article 11 de l'avant-projet et elle préconise pour les receveurs régionaux une carrière qui débute au grade 9 pour se terminer au grade 12.

Quant au texte du dernier alinéa, la Chambre estime qu'il est indiqué d'écrire: "Le Ministre de l'Intérieur les nommera au grade 12 . . .".

Article 10

Pas d'observation.

Article 11

La Chambre estime que la faveur prévue devrait être étendue à tous les fonctionnaires qui, auprès de l'Etat, des syndicats ou des établissements publics remplissent des fonctions pour l'obtention desquelles ils ont dû subir avec succès des examens équivalents soit à l'examen d'admission définitive du receveur communal, soit à l'examen de promotion des fonctionnaires d'une recette communale. En principe, tous ces fonctionnaires sont, en raison de leur expérience professionnelle, amplement qualifiés pour exercer les fonctions de receveur régional; il paraît donc indiqué de leur faciliter l'acceptation de telles fonctions.

Texte proposé:

"Le temps passé dans son ancienne fonction par le receveur communal, le fonctionnaire d'une recette de l'Etat, des communes, syndicats de communes et établissements publics de l'Etat ou des communes qui est nommé receveur régional est mis en compte pour l'application de l'article 8 du règlement du 4 avril 1964 . . . ."

Article 12

Pas d'observation.

Article 13

Le grade de computation 8 se justifie pour garantir l'accélération nécessaire au développement de la carrière qui, suivant le projet, va du grade 8 au grade 11.

Si le Gouvernement acceptait la proposition de la Chambre et prévoyait une carrière allant du grade 9 au grade 12, le grade de computation justifié serait le grade 7, et la nouvelle carrière pourrait être inscrite à sa place logique dans l'annexe C, à savoir dans la carrière moyenne du rédacteur.

Texte proposé:

(Alinéas 1er, 2 et 3: texte du projet.)

Alinéa 4: "Dans la carrière moyenne du rédacteur, au grade 9, est ajouté après la mention du chef de bureau adjoint celle de receveur régional."

Article 14

Pas d'observation.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Pour l'institution de receveurs régionaux, la loi projetée pourra se limiter aux articles 1er à 14, les dispositions qui suivent n'étant prévues qu'à titre transitoire. Il est donc indiqué de séparer du corps de la future loi les articles dont la portée légale sera limitée dans le temps, et la Chambre propose d'insérer le titre "Dispositions transitoires" entre les articles 14 et 15 du projet.

Article 15

La Chambre propose de faire débiter cet article par la disposition transitoire figurant à l'article 3, alinéa 2, du projet.

D'autre part, la Chambre estime que la référence à l'application de l'article 2, alinéa 4, du projet est une erreur. Pourquoi, en effet, les communes intéressées ne pourraient-elles pas se mettre d'accord sur un candidat qui ne remplit pas les conditions d'études normalement prescrites s'il travaille à meilleur marché?

Quant à leur classement, la Chambre voudrait donner à considérer que les fonctionnaires visés sont actuellement occupés à titre partiel, comme receveur ou secrétaire, par plusieurs communes et qu'ils cumulent des pourcentages de traitement dont le total dépasse le traitement d'un receveur du même niveau d'études occupé à 100% dans une seule commune. D'autre part, ils sont expérimentés à gérer les caisses de plusieurs communes. Leur classement au grade 6 (grade de computation 4) avec avancement jusqu'au grade 9 paraît donc justifié.

Au cas où le Gouvernement voudrait maintenir le développement prévu au projet, la Chambre propose subsidiairement de fixer le grade 5 comme grade de computation afin d'assurer un développement plus favorable de la carrière.

Enfin, la Chambre est d'avis que l'examen de promotion prévu pourrait être un examen à programme réduit.

Texte proposé:

"Le règlement grand-ducal mentionné à l'article 3 ci-dessus prévoira des dispenses des conditions d'études, d'exams et de stage en faveur des receveurs communaux en service au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.

"Les receveurs communaux . . . (texte du projet, article 15, alinéa 1er, mais supprimer la phrase "par application de l'article 2, alinéa 4 ci-dessus", et remplacer le grade 5 par le grade 6.)

"Ils bénéficient d'un avancement en traitement aux grades 7 et 8, et cela 6 respectivement 14 années après leur nomination définitive.

"Le receveur régional doit, pour bénéficier de l'avancement au grade 8, avoir passé avec succès un examen de promotion à programme réduit.

"Le Ministre de l'Intérieur les nommera au grade 9 quatre années après qu'ils auront atteint le dernier échelon du grade 8."

Article 16

La Chambre juge plutôt radicale la mesure de la mise à la retraite d'office prévue à l'égard d'environ 82 receveurs communaux occupés à moins de 100% s'ils n'arrivent pas à être nommés à d'autres fonctions du secteur public dans les 5 années qui suivront l'entrée en vigueur de la loi.

Même si un certain nombre d'entre eux remplissent dans le secteur privé une occupation principale et permanente, ils se sont peut-être engagés financièrement après avoir obtenu légalement un emploi accessoire prétendu stable.

Quelques-uns des receveurs visés sont physiquement handicapés et il sera plutôt difficile de leur trouver des emplois équivalents à proximité de leurs domiciles.

D'autres enfin sont déjà dans un certain sens des receveurs régionaux par le fait qu'ils gèrent les caisses de deux ou de trois petites communes d'une même région. La Chambre estime que ces fonctionnaires devraient rester autorisés à terminer leurs carrières sous le statut du receveur communal.

Quant aux premiers cités, l'exposé des motifs devrait contenir l'intention du Gouvernement de leur proposer des emplois équivalents dans le secteur public. Ceux dont le reclassement s'avérera impossible devraient pouvoir continuer leurs fonctions actuelles sous la législation ancienne.

Texte proposé:

Alinéa 1er: texte du projet, mais ajouter: "Restent également soumis à la législation ancienne les receveurs communaux occupés à plus de cent pour cent dans les recettes de deux ou de plusieurs communes."

Alinéas 2 et 3: texte du projet.

Alinéa 4: "Les receveurs communaux occupés à moins de cent pour cent par une seule commune qui refuseront la nomination à une autre fonction équivalente du secteur public proposée par le Ministère de l'Intérieur sont mis à la retraite d'office."

La Chambre des Fonctionnaires et Employés publics souhaite qu'elle soit également saisie en temps opportun des projets relatifs aux règlements d'exécution prévus au projet de loi qu'elle vient d'aviser.

Ainsi délibéré en séance plénière le 22 décembre 1967.

Le Secrétaire,

Le Président,

